

LE ZOOM ÉCO DE 15H30 07/11/2018

EUROPE

LES CONSTRUCTEURS ALLEMANDS ENTRAVENT TEMPORAIREMENT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU PAYS

Le passage aux nouvelles normes d'homologation WLTP a été particulièrement difficile pour les constructeurs allemands, qui n'ont pas encore tous pu homologuer l'ensemble de leur portefeuille selon ces normes.

A titre d'exemple, Volkswagen a fait savoir à la mi-octobre que les versions les plus demandées de ses 14 modèles étaient désormais conformes aux normes d'homologation WLTP.

Cet été, le volume important de modèles à homologuer avait entraîné des goulets d'étranglements et des délais supplémentaires au sein des organismes d'homologation, imposant à Volkswagen de stocker une partie de ses modèles et d'ajuster sa production.

En août, seule la moitié de son portefeuille était conforme aux nouvelles normes. D'ici à la fin de l'année, Volkswagen espère avoir pu homologué la majorité de ses modèles en WLTP.

Ces difficultés, qui devraient se prolonger au quatrième trimestre pour les constructeurs allemands (en particulier Volkswagen), ont pesé sur l'économie allemande et sur l'économie de la zone euro au troisième trimestre.

Ainsi, le gouvernement allemand a nettement abaissé ses prévisions de croissance pour l'année 2018, en raison du passage aux normes WLTP, mais aussi du fait de la conjoncture internationale (les Allemands étant particulièrement touchés par l'escalade de taxes douanières entre la Chine et les Etats-Unis).

Dans la zone euro cependant, l'effet négatif provoqué par les constructeurs allemands n'est que transitoire et n'aura eu un impact que sur la croissance au troisième trimestre, « mais pas au prochain trimestre », estime Mario Draghi, président de la Banque Centrale Européenne.

M. Draghi voit en effet dans ces difficultés allemandes un « ralentissement temporaire » et non un « tournant » qui préfigurerait une réelle dégradation économique.

En effet, les « indicateurs restent supérieurs, et certains même largement supérieurs, aux moyennes historiques », a affirmé M. Draghi.

Par Cindy Lavrut